

[Text]

would be delighted to see Chile in the hub. I am drawing on a reservoir of ignorance here because I have no inside contact with the Canadian government, but I believe they would like to see Chile in the hub rather than as a spoke. I think Canada would not want to have the U.S. as the "hub of the hub" with the rest of the non-members as spokes. Anyway, Chile is at the head of the queue.

What others? Being very subjective, and I while I cannot prove what I am about to say, but based upon conversations that I told you about, I would say early prospects could be Argentina, Venezuela, Colombia, Costa Rica, Jamaica, and/or the groupings of CACM, the Central American Common Market, CARICOM, the Caribbean Community, MERCOSUR, Brazil, Argentina, Uruguay and Paraguay, and ANCOM, or the Andean Common Market. Any one of those individual countries, or groups, could in theory be admitted into NAFTA assuming the "core three" did not veto. The "core three" are going to have to establish criteria to enter the club, and those criteria will be, with greater degrees of specificity than I have time to outline, economic liberalism and political liberalism. So much for the first question, the prospects for enlargement of NAFTA.

Second question: The long-term implications for Canada's future political relations, and I emphasize the words "political relations", with Mexico, the rest of Latin America, and the Commonwealth Caribbean if, on the one hand, we join NAFTA, and if, on the other hand, we do not.

If we join: It is my firm belief that our commercial, financial and technological ties with Mexico will increase even more substantially than they have already. Just an hour before coming here, Mr. Chairman, I phoned the Mexican embassy and said, "Could you give me two numbers: What was the total size of your staff four years ago and today?" In 1989, the staff totalled 11, and in 1993 it totals 33. That is a 200 per cent increase in four years. I would not be at all surprised to see the same kind of quantitative indicator of political linkages in the future, because political linkages and economic linkages move *pari-passu*. We have enormous political linkages with the United States and much smaller political linkages with Italy, for obvious reasons. If we join, I think our political ties with Mexico will grow substantially.

What about the rest of Latin America? At first glance you might think they would turn their backs saying, "You have joined the three, and are splitting the unity of Latin America". I do not think this would happen at all. For the reasons I mentioned in my introductory comment, I believe that the

[Traduction]

Canada serait sans doute ravi de voir le Chili se joindre au peloton de tête. J'avoue n'avoir aucun contact au sein du gouvernement canadien, mais je crois qu'il aimerait bien voir le Chili dans le peloton de tête plutôt qu'à la remorque. Le Canada ne voudrait sans doute pas que les États-Unis se trouvent à la tête du peloton de tête et que tous les autres pays se laissent traîner à sa remorque. Quoi qu'il en soit, le Chili arrive en tête du peloton de queue.

Pour ce qui est des autres, sans pouvoir prouver ce que j'avance, d'après les conversations dont je vous ai parlé, je dirais que les premiers intéressés pourraient être l'Argentine, le Venezuela, la Colombie, le Costa Rica, la Jamaïque ainsi que les membres du Marché commun d'Amérique centrale, le CARICOM, la Communauté des Caraïbes, le MERCOSUR, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay ainsi que l'ANCOM ou le Marché commun andin. En principe, n'importe lequel de ces pays ou groupes de pays pourrait adhérer à l'ALÉNA en supposant que les trois principaux participants n'y opposent pas leur veto. Les trois principaux participants devront établir des critères d'admission dans ce club et ces critères seront, sans entrer dans les détails, le libéralisme économique et le libéralisme politique. Voilà pour la première question concernant l'élargissement de l'ALÉNA.

Quant à votre deuxième question, elle portait sur les répercussions à long terme sur les relations politiques futures du Canada — et j'insiste sur les mots «relations politiques» — avec le Mexique, le reste de l'Amérique latine et les Antilles du Commonwealth auxquelles il faut s'attendre, d'une part si nous participons à l'ALÉNA et, d'autre part, si nous n'y participons pas.

Si nous y participons, je suis convaincu que nos liens commerciaux, financiers et technologiques avec le Mexique deviendront encore plus solides qu'ils ne le sont déjà. Une heure à peine avant d'arriver ici, monsieur le président, j'ai téléphoné à l'ambassade du Mexique pour demander deux chiffres: le nombre d'employés qu'elle avait à son service il y a quatre ans et son effectif actuel. En 1989, l'ambassade comptait 11 employés et elle en a maintenant 33. Cela représente une augmentation de 200 p. 100 en quatre ans. Je ne serais nullement étonné de constater la même croissance sur le plan des relations politiques étant donné que les liens politiques et les liens économiques évoluent parallèlement. Nous avons énormément de liens politiques avec les États-Unis tandis que nous en avons beaucoup moins avec l'Italie, pour des raisons évidentes. Si nous participons à l'ALÉNA, nos relations politiques avec le Mexique vont connaître un essor important.

Qu'en est-il des autres pays d'Amérique latine? De prime abord, on pourrait croire qu'ils nous tourneront le dos en nous accusant de compromettre l'unité de l'Amérique latine. Je ne pense pas que cela arrivera. Pour les raisons que j'ai mentionnées tout à l'heure, je crois que les autres pays de